

MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE**LILLE****1er AVRIL 1989**

Lors de la dernière Université des jeunes socialistes à Carcassonne, je vous avais dit que nous étions confrontés à une véritable course d'obstacles, où les scrutins tenaient lieu de haies. Et bien, après les élections présidentielles, législatives, le référendum, et les municipales, c'est un parcours gagnant que nous avons accompli. Restent encore en juin les élections européennes et ce seront normalement trois années sans scrutin que nous traverserons. Trois années dont nous devons profiter pour faire avancer nos idées, pour faire progresser nos valeurs.

Ce sont de ces valeurs que je voudrais parler pour donner une perspective à vos travaux sur l'Europe. Ces valeurs, je les résumerai autour de quatre formules : la défense des droits de l'homme (1), l'exigence de solidarité (2), la recherche de la Paix (3), et la préparation de l'avenir (4).

1 - La défense des droits de l'homme

Notre combat est un combat pour les libertés et les droits de l'homme. Au Chili comme en Tchécoslovaquie. En Afrique du Sud comme en Iran.

L'actualité nous en a donné l'occasion avec les condamnations de Vaclav Havel et de Salman Rusdhie.

J'avais insisté dans les colonnes de "Vendredi" sur le caractère intolérable de l'affaire Rushdie. Intolérable cette condamnation à mort pour ce que Pierre Joxe a appelé un délit d'idées. Intolérable cet appel au meurtre lancé à Paris même et Place de la République. Intolérable aussi ces amalgames entre une religion et la trahison même de cette religion. Intolérable enfin, ces éditions entravées, ces spectacles tronqués, ces films ignorés, ces disques introuvables. Il fallait réagir. Les socialistes l'ont fait.

Je m'étais indigné alors, je veux le refaire aujourd'hui. Il y a deux jours, un chef religieux a froidement été assassiné en Belgique, vraisemblablement parce qu'il s'était opposé à la condamnation de Rushdie. Devant une telle situation, devant ces meurtres, on ne peut adopter de positions mitigées, il faut seulement dire non.

Une seule réponse : la résistance au fanatisme et à l'intolérance.

Mais la défense des droits de l'homme est un combat qui doit être poursuivi à tout instant et en tout lieu. A l'étranger mais aussi en France.

En 1981, nous avons mené une politique à l'égard des immigrés courageuse et généreuse. Elle reposait sur deux principes : la fermeture des frontières envers les nouvelles demandes d'immigration, l'intégration des travailleurs immigrés régulièrement installés en France.

En 1986, Monsieur Pasqua est revenu sur ces mesures. Rappelez vous du charter pour le Mali !

C'est pourquoi les socialistes se réjouissent de l'abrogation prochaine de la loi Pasqua. Les socialistes approuvent le rétablissement de l'octroi de plein droit de la carte de dix ans aux conjoints de Français, à ceux qui résident en France depuis plus de quinze ans et aux enfants entrés en France avant l'âge de dix ans. Les socialistes

appuient le gouvernement dans sa volonté de donner des garanties aux étrangers qui sont tenus de quitter notre territoire, en instituant notamment un recours préalable.

Ils appuient enfin le Président de la République dans son souci réaffirmé de justice et d'égalité.

2 - l'exigence de solidarité

La gauche reste fidèle à ce principe essentiel : ne laisser personne au bord du chemin.

Cette exigence de solidarité s'est d'abord traduite par la mise en place d'un revenu minimum d'insertion en faveur des plus démunis, financé par le rétablissement d'un impôt sur la fortune. Le revenu minimum entre en application. D'ores et déjà près de 400 000 demandes ont été déposées. Les dossiers sont examinés, 150 000 personnes ont déjà bénéficié du Revenu Minimum d'Insertion. Nous devons rester vigilants et mobilisés pour que sa mise en oeuvre soit un succès.

L'exigence de solidarité et de justice sociale, c'est aussi que chacun puisse se loger à un prix raisonnable. Or, les hausses de loyers provoquées par la loi Méhaignerie, notamment dans les grandes villes et surtout à Paris, conduisent à une ségrégation par l'argent inacceptable.

Elles provoquent le départ hors des centres villes ou de certains quartiers, des populations en difficulté et même des cadres moyens. Sans parler bien entendu des jeunes et bon nombre d'entre vous doivent en savoir quelque chose ! C'est pourquoi le dialogue et les négociations ont été engagées par Michel Delebarre et le nouveau Secrétaire d'Etat Louis Besson afin de corriger ces inégalités. Le parlement s'en saisira dès cette session.

3 - La recherche de la Paix

La volonté de dialogue et de recherche de la paix -lorsque les conditions en sont réunies- est pour nous une exigence de tous les instants et une nécessité.

Le Président de la République a annoncé récemment son intention de rencontrer le chef de l'OLP, Yasser Arafat.

Doit-on être surpris d'une telle nouvelle ? "La France est du petit nombre de pays qui, par leur position, leur poids historique, leurs amitiés, leurs intérêts, ont de longue date été désignés comme les interlocuteurs traditionnels des peuples du Proche-Orient. Elle entretient avec la plupart d'entre eux d'actives et bonnes relations".

Ces phrases qui mieux qu'un grand discours définissent la cohérence de notre politique internationale datent de mars 1982. Elles ont été prononcées par François Mitterrand lui-même depuis la tribune de Knesset lors du premier voyage officiel effectué dans l'état juif par un Président Français.

"Il n'y a pas pour la France d'interdit, son devoir est de tenir toujours et partout un seul et même langage". Rappelez-vous aussi cette phrase qui prend encore plus d'actualité aujourd'hui.

Cohérence, équilibre, dialogue. La politique internationale de la France définie et appliquée depuis 1981 par François Mitterrand répond à ces critères. Pour le Proche-Orient, le dialogue a toujours été notre conduite dès lors qu'était levé le préalable de la reconnaissance par les Palestiniens du droit à l'existence et la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues. Ce qui n'a pas été le cas longtemps, très longtemps, trop longtemps.

Mais les choses et les hommes évoluent, le dernier Conseil National Palestinien, sous la direction de Yasser Arafat, l'a formellement accepté en même temps qu'il répudiait le terrorisme extérieur. Les obstacles de principe étant levés, il devient possible à la France de rencontrer

aussi Arafat, pour le Proche-Orient, pour le règlement de la paix, pour la sécurité d'Israël.

"Oui, le peuple français est l'ami du peuple d'Israël". Cette phrase de François Mitterrand à résonné à Jérusalem il y a sept ans.

Qui mieux que lui, comme Socialiste, a aidé à la naissance et à l'existence de l'état juif ? Qui, plus que lui, peut se poser en interlocuteur respecté, passionné du dialogue et de la compréhension entre ces deux peuples vivant sur la même terre et aujourd'hui en guerre ?

4- La préparation de l'avenir.

Beaucoup a déjà été fait dans le domaine économique. La politique de rigueur engagée dès 1982 porte ses fruits. Les entreprises font des profits. Les investissements reprennent. Des emplois sont recréés. Le chômage et notamment le chômage des jeunes diminue.

Beaucoup est en train d'être fait dans le domaine de la formation. L'immense ambition du projet de Lionel Jospin de réforme de notre système éducatif va entraîner des conséquences concrètes : diminution du nombre d'élèves par classe, rénovation des locaux, revalorisation du salaire des enseignants afin de rendre ce beau métier plus attractif. Tout cela est positif !

Beaucoup enfin doit encore être fait et je pense là au problème de l'environnement.

Ce que nous constatons, c'est que le nombre d'accident industriels graves s'accroît dans des proportions inquiétantes : de trois à quatre par an entre 1940 et 1970, il est passé à quinze par an entre 1970 et 1975 puis à trente par an depuis lors.

Ce que nous constatons, c'est que les risques se diversifient. Aux risques liés à la production s'ajoutent ceux liés à la consommation et au stockage. Aux pollutions ponctuelles, liées aux accidents comme en Alaska avec le naufrage de "l'Exxon Valdez", s'ajoutent aujourd'hui les pollutions diffuses qui ont pour origine l'accumulation.

Cette accumulation provoque deux altérations qui mettent en jeu dans un délai limité l'existence même de l'humanité. La détérioration de la couche d'ozone réduit notre protection contre les ultras violets et par là même augmente les risques de cancer de la peau et de réchauffement de la planète.

D'autre part, l'augmentation de la teneur en gaz carbonique provoque ce que l'on appelle un effet de serre. Ce n'est pas un hasard si sur les six années les plus chaudes depuis que des mesures sont effectuées, quatre se situent entre 1980 et 1987.

Il faut combattre toutes ces menaces et ce sont les socialistes qui sont le mieux à même de le faire. Les libéraux qui rejettent toute intervention de l'Etat alors même que le marché est déficient sont inaptes à remédier à ces problèmes. Quant aux partis écologistes, comme le disait récemment Haroun Tazieff, ils ne proposent pas de solution globale alors même que tous les problèmes sont interdépendants.

Les socialistes font confiance à l'Etat et se préoccupent de la vie quotidienne. Ce sont eux qui avaient il y a quelques années ce beau slogan : CHANGER LA VIE.

Mais, aux élections municipales, les électeurs ont lancé un appel. Nous nous devons d'intégrer d'avantage les enjeux de l'environnement dans nos valeurs et dans notre action. La Conférence de La Haye qui s'est tenue à l'instigation du Président de la République et du Premier Ministre quelques jours avant les élections municipales a proposé la création

d'une autorité internationale chargée des problèmes de l'environnement. Cela va dans le bon sens.

Hier encore, j'ai lu qu'une entreprise française avait trouvé un substitut aux CFC, ces gaz qui attaquent la couche d'ozone. Cela aussi va dans le bon sens.

Etat, entreprises, ou simples citoyens, tout le monde doit aujourd'hui prendre conscience que l'avenir de notre planète dépend de chacun de nous.

*

*

*

Disant tout cela devant vous, je n'ai pas vraiment l'impression de m'éloigner de ces journées, c'est-à-dire de l'Europe.

En effet, l'Europe représente bien souvent le niveau le plus approprié pour agir efficacement.

Tel est le cas dans le domaine des droits de l'homme et de la Paix, les réactions et les mesures communes étant assurées d'une plus grande efficacité.

Tel est le cas en matière d'environnement, domaine dans lequel la CEE a récemment pris des mesures courageuses.

Tel doit être enfin le cas en matière de solidarité comme l'a dit le Président de la République, "l'Europe sera sociale ou ne sera pas".

En effet, l'Europe représente bien souvent le niveau le plus approprié pour agir efficacement.

Tel est le cas dans le domaine des droits de l'homme et de la Paix, les réactions et les mesures communes étant assurées d'une plus grande efficacité.

Tel est le cas en matière d'environnement, domaine dans lequel la CEE a récemment pris des mesures courageuses.

Tel doit être enfin le cas en matière de solidarité comme l'a dit le Président de la République, "l'Europe sera sociale ou ne sera pas".

VDN

2 Août 89

VIE POLITIQUE

Jeunes sûrement, socialistes certainement, européens décidément...



MJS "Avec les Jeunes Socialistes,
Construire une Europe de Progrès"

O n'en attendait cent cinquante. Ils sont quatre cents. C'est plus que prévu à tel point qu'il y a eu quelques difficultés hôtelières. Mais, enfin, ils sont là, décidés

à construire une Europe de progrès. On les a peu entendus, samedi, au Palais des congrès, pour la raison que l'on avait d'abord rétrocédé la parole aux plus anciens. A Pierre Mauroy,

évidemment, qui fut, dix ans, secrétaire national des Jeunes socialistes ; Gérard Fuchs, qui prépare plus que d'autres les « européennes », à Alain Bombard, qui sait encore

dire quand l'eau est potable. « Claire, bactériologiquement pure et agréable au goût ». C'est tout ce qu'on demande à un parti politique, non ?